

Chiffres Ministère de l'Intérieur 2020 – Que signifie cette forte baisse ?

Derrière les chiffres 2020, la poursuite d'une politique migratoire restrictive pendant la pandémie

Chère Madame, Cher Monsieur, Cher·e·s Ami·e·s,

Le ministère de l'intérieur a publié des premières statistiques concernant l'immigration et l'asile pour 2020. Si les baisses spectaculaires s'expliquent en grande partie par la crise sanitaire, les atteintes aux droits des personnes étrangères sont quant à elles imputables à la poursuite d'une politique migratoire restrictive. Ainsi, le nombre de visas délivrés est passé de 3,5 millions à 712 000 (soit moins 79,7%), le nombre de premiers titres de séjour de 277 406 à 220 535 (soit une baisse de 20,5%) et le nombre de demandes d'asile enregistrées de 143 000 à 93 000 (soit une chute de 35%).

Derrière ces chiffres, La Cimade a constaté la persistance, et parfois l'aggravation, des violations des droits fondamentaux des personnes étrangères en 2020, en métropole comme en Outre-mer.

Pour lever le voile sur la réelle situation vécue par les personnes migrantes et réfugiées en 2020, La Cimade a publié, dans un communiqué de presse, ses observations, fruit de travaux d'accompagnement des personnes étrangères sur le terrain, de collecte d'informations et de plaidoyer réalisés par nos équipes.

Nos équipes de La Cimade se mobilisent tout au long de l'année et partout en France sur l'ensemble des fronts de la lutte pour la dignité et le respect des droits de toutes les personnes étrangères.

Les exemples de violations manifestes des droits constatées par nos équipes en 2020 ne manquent pas :

- Aux frontières, les violations des droits se sont poursuivies tout au long de l'année. Les privations de liberté ont continué dans des conditions indignes. Et les autorités françaises ont aussi continué à refouler des personnes, notamment vers l'Italie, même lorsque le pays était l'un des épicentres de la pandémie;

- La fermeture complète des préfectures puis leur réouverture partielle, associée à la difficulté pour obtenir un rendez-vous sur internet et à l'obligation de déposer des demandes de façon dématérialisée, a conduit à cette chute du nombre de titres de séjour délivrés. Malgré les très fortes mobilisations pour demander une large régularisation, le gouvernement est resté sourd à ces revendications;
- En Outre-mer, en raison d'un dispositif d'accueil des personnes demandant l'asile totalement défaillant des centaines de personnes vivent actuellement dans des campements;
- Les centres de rétention ont été maintenus ouverts et les personnes enfermées n'ont pas été libérées. Les conditions sanitaires n'y étaient pourtant pas assurées et plusieurs clusters y ont été décelés tout au long de l'année.

Ces observations ont malheureusement toujours cours au moment où vous lisez ce message.

Nous revendiquons l'arrêt de cette politique d'enfermement et d'expulsion et appelons le gouvernement à la fermeture des centres de rétention administrative, la refonte profonde des politiques migratoires et la régularisation large des personnes étrangères présentes en France.

[Votre don](#) permettra à nos équipes du plaidoyer de poursuivre leur travail essentiel d'analyse et de dénonciation des abus et des discriminations.

Je soutiens les actions de plaidoyer